

## LES RÉVOLUTIONS

## Fin d'une parenthèse

**En égypte, pour la première fois dans l'histoire de ce grand pays, un président de la République a été élu démocratiquement. En effet, contrairement à ces prédécesseurs qui ont toujours été des candidats uniques, automatiquement élus lors d'un scrutin à un tour, avec des scores pharaoniques, le nouveau président n'était pas le seul à se présenter au suffrage de ses concitoyens ; il n'a pas été élu du premier coup, mais a dû passer par un deuxième tour, et il n'a obtenu que 51,73% des voix exprimées...**

Les révolutions arabes n'ont donc pas fini de nous surprendre par les horizons démocratiques qu'elles ont ouverts dans le Machrek et le Maghreb. C'est bien cela que voulait exprimer Marco Vargas Llosa, écrivain et homme politique péruvien, prix Nobel 2010, en déclarant : «Après l'effondrement du communisme, le Printemps arabe est l'évènement le plus important de l'histoire récente.» Et pourtant, il y a encore ici et là des gens qui affirment obstinément que les Tunisiens, les Libyens, les Égyptiens... vivaient mieux «au temps béni du petit père du peuple» qu'ils ont renversé et que la démocratie n'a pas d'avenir dans ces pays ni dans aucun autre pays arabe.

D'autres insinuent que ce printemps est terminé et que les révolutions sont déjà en situation d'échec. Ces esprits obtus et ceux qui ont la démocratie en sainte horreur sont encouragés et soutenus dans leur résistance au mouvement libertaire qui traverse le monde arabe, par ce qu'on appelle la «presse bashing» spécialisée dans la calomnie et le dénigrement, de même que par toute une faune de «complotistes» qui squattent Internet, et enfin par tous ces avocats du diable, défenseurs zélés des régimes autoritaires ou totalitaires. Voyons un peu en quoi ils commettent une erreur grossière.

#### Faux frères, faux amis et suppôts du despotisme

Tous ces faux frères et faux amis des Arabes, tous ces vrais suppôts du despotisme oriental ont pour mission de formater les Arabes et d'en faire des sujets livrés pieds et points liés aux monarques régnant ou aux oligarchies dominantes. Or, ce qui vient de se passer en Égypte est la preuve que ni le désordre qu'on attise ni l'autoritarisme qui frappe n'ont d'avenir dans le monde arabe. Les années 2011 et 2012 sont des années-phares dans l'histoire du monde arabe. Elles mettent un terme à une époque révolue et ouvrent pour les peuples arabes, en même temps que la voie vers la liberté, de nouvelles et prometteuses perspectives économiques, sociales et culturelles. L'avenir est à la démocratie dont chacun doit se convaincre qu'elle n'a ni de race, ni de couleur, ni de religion, qu'elle n'a pas de propriétaire exclusif et qu'elle n'est le monopole d'aucun pays ni d'aucun peuple. Ce qui a réussi en Europe occidentale, en Europe orientale, en Amérique du Nord et en Amérique latine, en Asie et en Extrême-Orient, sur le continent noir et en Afrique du Sud notamment, ne saurait que réussir dans le monde arabe, tôt ou tard.

Le changement fait peur, non seulement à ceux qui s'accrochent au pouvoir, mais aussi à une certaine frange

de la société politique qui aspire à prendre la relève des régimes autoritaires en place. Cette frange-là, balayant de la main des siècles d'évolution politique, annonce à ses ouailles-militants, qu'elle va restaurer le «califat» des premiers âges de l'Islam. On feint de ne pas savoir que le Califat n'a jamais été un modèle exemplaire de gouvernance des Etats et de croissance économique et sociale. Il n'a pas non plus laissé un souvenir impérissable par son attachement à la justice ni par son respect de la dignité humaine. Il s'en faut de beaucoup ! Faut-il à cet effet rappeler que sur les quatre califes «orthodoxes», trois ont été assassinés pour des motifs politiques, que le calife Muawiya 1<sup>er</sup> qui a ordonné la mort du calife Ali pour lui prendre sa place a fait du califat, à l'origine électif, une institution dynastique et héréditaire, que son fils Yazid a mis à mort la descendance d'Ali qui lui contestait sa légitimité, que la dynastie abbasside de Baghdad a chassé la dynastie Omeyyade de Damas d'où un seul a pu s'échapper pour créer à Cordoue un autre califat qui disparut sous les coups conjugués des Almohades venus de l'Ifrikiya et des chrétiens d'Espagne, que les Fatimides installèrent à leur tour un califat au Caire jusqu'à ce que Salah Eddine (Saladin) le détruisit, enfin qu'à partir de 1515 le monde musulman est passé sous l'autorité, à bien des égards théorique et symbolique, du califat «ottoman» lequel sera purement et simplement supprimé par le général Atatürk en 1924... Le califat a été instauré au premier siècle de l'Islam, il a vécu dans les troubles et les divisions, et il a sombré corps et biens du côté d'Istanbul : c'est du passé et c'est un passé révolu. Il n'y aura à l'avenir pas plus de califes que d'empereurs du Saint Empire romain-germanique, de Basileus à Constantinople ou de pape avec les pouvoirs de César ! On ne refait pas l'Histoire. Et enfin, que je sache : ni les Turcs y compris ceux de l'AKP, ni les Égyptiens y compris les Frères musulmans d'aujourd'hui, ni les Tunisiens d'Ennahda, ni les Irakiens chez qui il y a du reste une forte communauté chiite qui, comme chacun sait, n'a pas le califat en odeur de sainteté, ni les Syriens qui souffrent le martyre, ni les Arabes de la Péninsule éponyme qui n'en demandent pas tant, ne revendiquent la restauration du califat ! Il paraîtrait qu'il n'y aurait que les *chouyoukhs* qui ont élu domicile dans les monts de l'Hindou-Kouch, qui veulent avoir un calife ou le devenir ! On voit bien qu'en matière de revendications politiques, il y a des limites qu'on ne peut franchir sans se ridiculiser. Restaurer le califat, c'est LOL, diraient nos jeunes branchés sur le web ! Islam et islamisme : assez d'amalgame !

Il n'en demeure pas moins que les démocrates se fourvoient à mon avis, quand sous le prétexte formel de combattre l'islamisme qui est un mouvement politique avec lequel chacun a le droit de ne pas être d'accord, s'en prennent en réalité à l'Islam, à son dogme, à ses principes et à ses institutions notamment aux règles du corpus composant le droit de la famille ou statut personnel. Il importe ici de rappeler qu'en terre d'Islam, l'Islam est forcément majoritaire par rapport au christianisme qu'il soit catholique, protestant ou orthodoxe.

En terre d'Islam, l'Islam est naturellement préféré à l'athéisme et au matérialisme. En terre d'Islam, la vie de chacun des musulmans est jalonnée, comme le fut celle de ses parents, de ses grands-parents, de ses aïeux et de ses ancêtres, de rites, de pratiques et de cérémonies religieuses ; si donc nous n'admettons pas qu'on vienne nous dire qu'on va nous convertir à l'Islam, de la manière et avec la même force même nous nous inscrivons en faux contre ceux qui osent prétendre que la démocratie est incompatible avec l'Islam.

En Algérie, notre islamité est restée intacte malgré 130 années de colonialisme. Nous n'avons pas attendu les islamistes pour embrasser l'Islam : notre islamité est de beaucoup antérieure à leur islamisme et nous sommes de plus en plus convaincus que l'Islam est victime d'un détournement politique effectué par une minorité de gens que le pouvoir et ses avantages financiers et matériels ont fascinés.

En terre d'Islam, il n'y a rien de surprenant que les musulmans se soulèvent pour chasser ceux qui, sous prétexte qu'ils sont des «wali el amr», s'exercent à les opprimer ; de ce point de vue aussi, les musulmans n'ont pas attendu l'apparition de l'islamisme pour se soulever et réclamer leurs droits.

En terre d'Islam, on nomme les combattants «moudjahidine» et le combat «jihad» ; on y appelle aussi «chouhada» ou «martyrs» ceux qui meurent au combat. Ce vocabulaire fortement empreint de religion est précisément celui pour lequel la Révolution algérienne a opté dès le premier jour. Je conviens cependant, qu'on n'a jamais parlé à propos de notre Révolution, en termes de «foutouhat» ni d'ailleurs de «ghanima» : c'eût été totalement hors sujet ! Voilà brièvement indiqué ce qui distingue en terre d'Islam la religion musulmane du mouvement politique islamiste.

A l'étranger, l'anti-islamisme de certains politiques et journalistes cache mal en vérité une islamophobie quasi malade. C'est chez ces gens-là qu'on retrouve ceux qui soutiennent que «les indigènes» étaient mieux sous Bénali, Kadhafi, Moubarek... Pourquoi ? Parce que «les indigènes» ignorent selon eux ce qu'est la liberté, ce que signifie la démocratie et ce qu'on entend par droits de l'homme. De Gaulle a dit : «Il y a en France un esprit de Vichy.» ; on voit bien aussi qu'il existe encore «un état d'esprit colonial». Mais le plus choquant c'est que cet état d'esprit colonial, très réducteur de «l'indigène», est approuvé et partagé par certains indi-

#### Par Zineddine Sekfali

gènes. C'est en tout cas le désagréable constat que l'on fait parfois en suivant certains débats télévisés diffusés par des chaînes étrangères ou en lisant certaines tribunes ou articles de presse internationale. Ces débats et écrits, loin d'éclairer les esprits, ajoutent au contraire de la confusion à l'incompréhension.

#### De vraies révolutions, pas des feux de paille

Il reste à dire quelques mots à ceux qui croient que les révolutions arabes sont d'ores et déjà terminées et qu'elles n'ont été qu'un feu de paille. Ils ont bien tort de le croire ; nous les renvoyons à ce grand succès démocratique qu'a été l'élection présidentielle pluraliste égyptienne. Certes, il y a encore, en place dans le monde arabe, des pouvoirs despotiques. Mais on sait qu'aucun despote ne part de lui-même et moins encore n'accepte de céder sa place à un pouvoir démocratique.

La démocratie ne se réalise pas du jour au lendemain, comme d'un coup de baguette magique. Cela prend du temps, contrairement au despotisme qui, lui, est capable de se mettre en place en quelques heures, dès lors en effet qu'il dispose de moyens armés, qu'il fait occuper de force les lieux de pouvoir et mettre en prison les récalcitrants. N'oublions pas non plus de jeter un regard rapide ou un coup d'œil à deux révolutions connues : la révolution française et la révolution russe, pour en tirer quelques enseignements. La première, déclenchée en juillet 1789, fut, au départ, un immense mouvement populaire improvisé, libertaire, sans parti ni leader politique.

En 1793, avec la «Convention», a commencé l'une des périodes les plus sanglantes de l'histoire de France. La «terreur» devint institutionnelle et la guillotine fonctionna à plein régime. C'est en référence à cette époque qu'on a inventé, je crois, cette formule effrayante : «La révolution mange ses enfants.» Les choses ne deviendront calmes qu'après plusieurs années de troubles et de violences.

La situation se normalisera, si j'ose dire, avec le coup d'Etat du général Bonaparte, de novembre 1799. Ce général se fera proclamer, peu de temps après, «empereur des Français». C'est lui qui a dit : «Il y a ceux qui font les révolutions et ceux qui en profitent.» Il me semble intéressant de signaler qu'un écrivain slovène, Zlavoj Zizek, rapporte dans un livre publié en 2007, qu'à un journaliste occidental qui l'interrogeait en 1953, sur le point de savoir quand s'est achevée la révolution française, le Premier ministre Chou Enlai a répondu, après une longue réflexion : «Il est trop tôt pour le savoir !» La révolution russe d'octobre 1918 a été, elle aussi, l'une des plus violentes de l'Histoire. Elle submergea le pays, mis à mort le tsar, sa femme et tous leurs enfants, massacra la noblesse. La Russie connut la «Terreur blanche»,